

Mémoire de l'ordre public en Suisse

Entretien avec Maxime Chalut du 11 novembre 1996 par Dominique Wisler

Citer de la manière suivante : Wisler, Dominique, « Entretien avec Maxime Chalut du 11 novembre 1996 », dans *La mémoire de l'ordre publique en Suisse*, édité par Dominique Wisler et Marco Tackenberg, Coginta, Genève, 2007 (www.coginta.com)

© 2007 by Dominique Wisler and Marco Tackenberg. All rights reserved. Short sections of this text, not to exceed two paragraphs, might be quoted without explicit permission provided full credit is given to the source

M. Maxime Chalut (1912-1999) siégea sur les bancs du Parti du Travail de 1945 à 1961, puis de 1963 à 1977 au Grand Conseil genevois.

Caveat : les noms des personnes citées par M Chalut n'ont pas été tous vérifiés et l'orthographe, par conséquent, reste aléatoire.

On est le 11 novembre 1996 que s'est-il passé le 9 novembre 1932 ? J'étais à l'école de recrue, j'ai commencé le 28 septembre à Lausanne pour terminer le 3 décembre. Il y avait donc un mois que j'étais à l'école de recrue, j'avais 20 ans. J'étais abonné au journal *Le Travail*, qui était le journal de gauche à l'époque. Le seul journal qui rentrait à la caserne. Avant mon école de recrue, j'étais déjà un militant dans l'organisation socialiste à Genève, j'étais responsable de la jeunesse socialiste à Carouge. J'avais déjà pris position depuis les manifestations de 1927 lors de la condamnation de Sacco et Vanzetti en Amérique, ça a été ma première manifestation et en même temps ma première prise de conscience de cette situation. Je reviens au 9 novembre, ce jour je suis donc à l'école de recrue à Lausanne et à midi, donc après le repas, le sergent-major nous dit tout le monde en chambre, vous vous préparez avec le paquetage réduit, vareuse d'exercice, pantalon de sortie et vous vous mettez par colonne par deux dans les vestibules avec vos cartouches à blanc. De là, on passe des cartouches à blanc aux cartouches à balles, je demande au sergent-major, que se passe-t-il ? Il me dit: oh, la révolution a éclaté à Genève. Je lui dit, vous êtes complètement fou, je connais ce qui va se passer, par l'intermédiaire du journal, parce que je le lisais et je savais qu'il y avait cette accusation par l'union nationale des chefs de la gauche, Léon Nicole et Jacques Dicker. Donc j'étais au courant. Je me disais, c'est une manifestation comme une autre, ce n'est pas la première fois qu'il y en a à Genève, ça va se terminer par des coups de pied, des coups de poing et quelques blessés. La gendarmerie viendront ramasser les dégâts, ils viennent pas avant, ils viennent après, toujours, enfin à l'époque c'était comme ça. Ensuite, on nous donne les cartouches à balles et je demande à mon capitaine, je répète la question et il me dit: nous avons reçu des ordres de l'Etat major, nous allons à Genève et nous exécuterons les ordres que nous avons reçus. Pas d'explications supplémentaires. Un moment après, on est réuni dans la cour de la caserne de Lausanne, dans cette cour le colonel Léderrey - qui était le commandant de l'école de recrue - nous fait un discours en nous disant que la situation est grave à Genève que le pays fait appel à l'école de recrue, dès cet instant vous êtes plus des recrues vous êtes des soldats. A l'ordre de tirer nous vous interdisons

de tirer en l'air. Il revient devant le front et il dit: ceux qui ne suivraient pas les ordres des supérieurs devant le front ! Entre le moment où on a touché les cartouches à balles et ce moment-là mon cerveau disait est-ce que c'est possible qu'on nous donne des cartouches à balles ? Qu'on nous interdit de tirer en l'air ? Vous voyez, ce qui peut se passer dans le cerveau de quelqu'un à la question posée. Ceux qui ne seraient pas d'accord devant le front. Je m'avance. Alors je me retourne parce que j'avais des amis, j'entends d'autres recrues que je connaissais pis qu'on discutait sur la base du journal. On pouvait pas dire qu'on préparait mais on examinait la situation politique du moment et il en vient un, deux, trois pas de Genève parce que l'école de recrue représente la Romandie à ce moment-là ; il y a tous les cantons et ceux qui habitent la Romandie même s'ils sont d'autres cantons. Un Valaisan, un Fribourgeois, un Tessinois qui sont venus avec moi. On était quatre. On nous a désarmé, on nous a mis au corps de garde et puis voilà pour moi le 9 novembre. Je peux pas dire qu'il s'est arrêté là, mais voilà la manifestation que j'ai vécue. Pendant ce temps, entre deux heures de l'après-midi où il y a eu cette manifestation et le soir, au corps de garde on était là avec ceux qui étaient restés à Lausanne. Ceux qui sont restés à Lausanne c'est la compagnie de mitrailleurs de l'école de recrue en ayant mis en position dans la caserne cinq mitrailleuses. Aux extrémités du bâtiment, au centre et entre deux. Cinq mitrailleuses. Pour quel motif, dans l'après-midi du 9 novembre on prépare une chose de ce genre ? Que peut-il se passer ? Tout ça me fait réfléchir, et il se trouve que, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, j'étais déjà imbriqué dans l'affaire de la défense de la classe ouvrière. Ce moment-là m'a profondément traumatisé, c'est pour ça que j'ai manifesté comme ça. Le soir à 10 heures, le colonel commandant de place à Lausanne, est venu au corps de garde, il a informé les lieutenants qui tenaient chaque mitrailleuse - j'ai entendu les explications -, que à Genève il y avait eu un nombre important de morts et de blessés. Chacun à sa place, attend les ordres. Le 9 novembre, le soir à 10 heures, 10 heures et demi, on est allés se coucher. Comme tous les autres et le lendemain on a eu les résultats. Voilà pour moi le 9 novembre. Mais entre cela et puis la situation, pourquoi ce 9 novembre ? Vous allez peut-être me demander pourquoi l'armée ? En fait, pour quel motif on fait appel à l'armée ? Il y a une raison. La défense du système dans lequel on se trouve.

La gendarmerie n'aurait pas suffi ?

La gendarmerie, elle était mise à part. Pour la gendarmerie, le gouvernement genevois considérait que la gendarmerie était insuffisante. Les officiers de la gendarmerie considéraient que c'était aussi insuffisant. Ce qui a permis au Conseil d'Etat de demander à Berne l'appui de l'armée et c'est à ce moment-là qu'ils sont intervenus. Alors la réponse du colonel Léderrey au chef de la police, il a dit: dès l'instant où l'armée est sur place, c'est elle qui commande et vous vous suivez les ordres, et la police genevoise n'est pas intervenue. J'invente rien, c'est ce qui est écrit par des chercheurs qui ont donné une explication à ce 9 novembre. Voilà.

Sur le 9 novembre c'est tout. En dehors de tous les commentaires qui ont pu se faire après coup, un petit bouquin est sorti il y a une vingtaine d'années d'un professeur dénommé Kliebes. C'est la dernière manifestation de l'armée à Genève assez terrible. A présent il y en a beaucoup qui disent que c'est un accident militaire. Cela n'a pas été un accident militaire parce que ça se prépare un accident militaire comme ça. Comme les (???) il y a deux ans, c'est pas un accident! On prépare. Tout.

Que se soit de gauche ou de droite. Dans les pays dit communistes, il y en a jamais eu à mon avis, à mon avis, il n'y a jamais eu de communistes nulle part. Il y a eu dans les monastères des communistes qui travaillent sans profit, c'est les seuls endroits mais nulle

part ailleurs. J'en connais pas ailleurs. Les vrais communistes sont ceux qui travaillent pour la communauté, qui vivent une vie communautaire.

Le maintien de l'ordre, vous disiez tout à l'heure que la gendarmerie dans les années 30 on la voyait très peu. Pourquoi ?

Et pourtant ça bougeait, plus qu'aujourd'hui! La période de misère de 1930 à la guerre, disons de 30 à 36-37, j'entends pour le travail ... Il n'y a plus de chômeurs en 37-38, tout le monde travaille pour la guerre. Autrement dit toute la mécanique de la république, partout on travaille pour la guerre, on embauche des gens. Mais jusqu'en 36-37, on peut dire la période de chômage, il y a eu une première au début de 1920 qui n'a pas duré très longtemps, il y a eu une remontée d'activités, il y a eu le crack que vous connaissez d'octobre 29 où il y a eu la grande chute, depuis là on était au chômage. J'étais au chômage aussi, après mon école de recrue j'ai été au chômage. Dans cette période-là on peut dire que le nombre de sans-travail, le nombre de gens qui étaient dans la pauvreté, pas la misère mais dans la pauvreté, ils étaient nombreux et revendiquaient. La police que faisait-elle ? Je fais une analyse un peu différente de celle qu'on a toujours entendue. En 1900 .. au début de la crise, il y avait aussi une série de gens qui avait une certaine culture, école secondaire, voire universitaire, la police a besoin de gens, a besoin de renouveler ses cadres fait appel à des gens d'une certaine culture, parce qu'on fait un examen, on demande une certaine hauteur 1 mètre, 1 mètre 75, il fallait répondre à des questions donc il fallait avoir une éducation assez importante. Sont entrés dans la police une série de gens comme ça, avec une certaine culture, je ne parle pas de la grandeur de l'individu, mais j'entends une certaine culture et ceux-là étaient en principe des jeunes gens qui étaient fils de chômeurs, qui avaient subi des difficultés durant leur jeunesse et lorsqu'on demandait à ces gens de se manifester contre les gens qui manifestaient, il y avait une résistance de leur part. Et les gendarmes étaient beaucoup plus près de peuple dans cette période qu'après lorsqu'il y a eu du travail pour tout le monde. Dès l'instant où il y a eu du travail pour tout le monde, les gendarmes ... on a diminué et la hauteur et la qualité intellectuelle. Aujourd'hui on en est là encore. Parce que celui qui a une certaine culture n'est pas gendarme, je pense pas. C'est une analyse de fait en réalité. C'est que depuis '45 à 1970 et quelque au Grand Conseil à Genève et pendant cette période on a diminué la hauteur de l'individu pour être gendarme, diminué ses qualités intellectuelles. Autrement dit que depuis la guerre, où il y a eu cette période de gendarmes qui avaient été triés parmi les gens du pays d'abord, qui avaient vécu leur jeunesse ici en tant que voisins et camarades d'école, ces mêmes camarades d'école devenus gendarmes par force, pour gagner leur vie n'ont pas la même attitude que celui qui vient de l'extérieur ou qui veut être gendarme pour maintenir l'ordre. Voilà la raison fondamentale, pour quel motif le genre et l'intervention ont changé entre la période d'avant-guerre et celle de l'après-guerre.

Fallait être Genevois pour aller dans la police ?

A l'époque, oui.

La gendarmerie était encore militaire ?

Non, la gendarmerie a un esprit militaire, mais je ne pense pas que le gendarme est instruit militairement.

Ils sont pas casernés, ils vont à la caserne pour l'instruction. Pas à l'époque. Jusqu'en '14 oui, ils étaient casernés. Je crois pas. Ce que je vous relate, c'est ce que j'ai vécu de

1927-28 à nos jours. Même les manifestations quand j'étais jeune, les gendarmes ne venaient pas nous matraquer, ils nous canalisait, ils faisaient de la gendarmerie de circulation. C'était pas les gendarmes contre les manifestations parce que même dans les manifestations contre Sacco et Vanzetti, je me souviens, on est partis en cortège depuis Carouge pour aller en ville. Les gendarmes on les a pas vus. Etait-ce autorisé ? J'en sais rien mais on est partis en cortège.

Il fallait déjà autoriser les manifestations à cette époque ?

J'en sais rien. En 1932 quand il y a eu la manifestation du 9 novembre, le Conseil d'Etat a pris un arrêté qui a interdit d'avoir plus de trois personnes ensemble sur la place publique, c'est peut-être le début. C'est une forme un peu simple, mais c'est le résultat du choc du 9 novembre, c'est pas une question bien mesurée dans le temps.

Pourriez-vous nous décrire rapidement votre carrière politique ?

A quelles organisations vous avez appartenu et à quel moment, peut-être je ne sais pas, vous avez commencé à être un organisateur de manifestations, vous avez négocié avec la police ?

J'avais 17 ou 18 ans. En 29-30.

Vous étiez dans le Parti du Travail ?

C'était le Parti socialiste à l'époque, le Parti du Travail date de 1945, 44. Avant on avait pas le droit. Mon appartenance, on m'a posé plusieurs fois la question: vous êtes communiste? Je dis, oui et je défends un système qui a été développé au siècle dernier par Marx, dans le marxisme, je l'ai pas lu, mais j'entends la vie de tous les jours pour pouvoir gagner sa croûte, d'ailleurs elle vient pas toute seule, il faut se battre pour la gagner. Alors mes visions, quand j'étais petit, c'est de voir la différence entre les riches et les pauvres. Je faisais partie d'une famille de sept enfants, le quatrième de sept, mon père était ouvrier agricole, ma mère faisait des lessives, et on vivait dans une maison où il n'y avait ni pétrole, ni gaz, ni eau. On s'éclairait au pétrole et on chauffait au bois. Cela ça marque, sur le moment non, c'est après. On se rend compte de ceux qui vivent à côté. En face de notre maison, il y avait une propriété privée avec tennis, piscine, les enfants avaient tout. Et nous de l'autre côté de la rue, on a rien. On a ni électricité, ni gaz, ni chauffe-eau de bains. Alors, il y a peut-être de la jalousie ou de l'envie. Pourquoi lui et pas moi ? Alors mon raisonnement, pourquoi lui et pas moi ? C'est ça, sûrement ce qui m'a marqué, c'est une injustice pourquoi lui et pas moi ? C'est mon début. Intellectuellement c'est ce que j'ai cultivé. Mon père est mort, j'avais sept ans. Ensuite ma mère est restée veuve avec 4 enfants, c'était pas facile, on cherchait n'importe quoi pour se nourrir, on allait dans les décharges à l'époque chercher les fruits et les légumes. C'est de la misère, c'est plus que de la pauvreté. Bon, ça marque. Alors est-ce que ça s'écrit pas ça, ça se ressent. On a ça dans les tripes ou on l'a pas. Alors il y a celui qui réagit contre cette situation et celui qui réagit pas. Mon frère cadet n'a pas réagi comme ça. Il s'est mis dans le système et il y a essayé de gagner de l'argent. Je suis dans la maison qu'il a achetée. Il est décédé et j'ai récupéré ça comme héritier. Mais pour dire ... Deux frères, deux cheminements et deux visions totalement différentes de la société dans laquelle on vit. C'est ça la problème, c'est pour tout le monde comme ça. Il y a toujours des moutons noirs même dans les grandes familles. (excursus sur les motifs: eux et pas nous).

J'avais 18 ans je m'occupais de il y avait beaucoup de jeunesses: chrétienne, radicale, libérale, socialiste j'en faisais partie. Alors j'étais responsable à Carouge de la jeunesse

socialiste. Ensuite, j'ai été au parti socialiste jusqu'à la guerre et après la guerre il y a eu interdiction, en 1939 en réalité et on est resté un certain groupe de camarades qui ont continué leur activité d'information dans la mesure où on pouvait informer pendant la guerre. On a maintenu des relations politiques et de vision de la société et en 44 on a construit le Parti du Travail.

C'est à cette époque que vous avez commencé les manifestations du 1er mai?

Déjà en 27-28-29. Chaque année.

Vous vous souvenez si vous avez dû discuter avec la police pour organiser ces manif?

Justement la question pour l'autorisation je ne sais pas. Les responsables de l'organisation en regard à l'occupation de la chaussée devaient bien avoir un contact avec la police. D'une part pour permettre à la police de maintenir l'ordre dans la ville, un ordre normal. Toutes les manifestations du 1er mai, j'ai toujours vu la police en train de diriger les gens, ceux du cortège et d'éviter éventuellement l'infiltration des contre-manifestants.

Vous preniez déjà toute la chaussée de la route quand vous faisiez le cortège, ou vous deviez être par rangs?

Non, non. La route complètement. Par exemple ça fait longtemps qu'on se réunit à la place des 22 cantons, qu'on descend Chantepoulet, le pont du Mont-Blanc, rue du Rhône pour arriver à la Plainpalais. Avant c'était au palais des expositions pour être à l'abri, après la patinoire et maintenant on arrive aux Bastions. Le 1er mai c'est la réunion des ouvriers parce que la bourgeoisie ne défile pas le 1er mai

Disons le système au pouvoir a essayé de regrouper le peuple sous cette forme-là mais ça n'a jamais eu de gros succès. C'est pas comparable avec la revendication du 1er mai. On regroupe l'ensemble des gens, travailleurs manuels ou pas.

C'était plus grand dans les années 30 ou 40 ?

J'ai jamais vu le temps des passions de Torracinta. Je prépare un article. En 72, il est venu chez moi et m'a demandé si je voulais donner mon opinion sur le 9 novembre. J'ai dit oui. Après il a fait deux ou trois conférences et il dit à ces amis: Vous avez rien compris à ce qui s'est passé le 9 novembre, je vais vous expliquer. Il explique ce que je viens de vous expliquer, pourquoi le 9 novembre. Son bouquin part de ma déclaration, il avait jamais entendu ça avant Je l'avais déjà expliqué à un journaliste suisse-allemand en 1933 et il y a eu là-bas mais très peu en Suisse-romande. D'autre part, à l'occasion du procès du 9 novembre, aucune recrue n'a été interviewée! J'avais demandé, pourquoi on nous interviewe pas ? On m'a répondu que c'était pas la peine. En réalité, le fond de l'affaire était là. On condamne quelqu'un pour quel motif ? Pour quel motif on attaque Nicole et Dicker, c'est eux qu'on attaque, c'est la classe ouvrière qu'on attaque. Alors on se défend contre cette montée de la classe ouvrière. C'est ça le 9 novembre. La police à ce moment dit: si on veut maintenir ou donner la possibilité à Georges Oltramare de pouvoir faire sa manifestation en tranquillité, notre police est insuffisante. Ce qui démontre une fois de plus que la police à l'époque n'a pas la sûreté que demande le gouvernement. Pour la bonne raison que c'est des gens d'ici, de bonne culture et de fils d'ouvrier. C'est une insécurité pour la police mais c'est pas expliqué. Dans son bouquin, celui que vous avez là, vous lisez des coupures de journaux au lendemain du 9

novembre. C'est très instructif parce que ce n'est pas son opinion, c'est un groupe ils ont fait des recherches

(Commentaire sur la photo: quand ils sont venus en 32 il y avait un espèce de no man's land entre le mur de l'ancien palais et la place en question que l'on voit. C'est là que la compagnie de l'école de recrue est venue s'adosser pour se mettre à l'abris et repousser)

Ce que je sais et qui n'est écrit nulle part, simplement des endroits où il dit que le Plt Raymond Burnat qui était dans la compagnie et le major Perret attendaient le renfort d'une compagnie. Le renfort de cette compagnie est venu et s'est mis face au, de dos....pour réceptionner ceux qui revenaient de la foule. Comment étaient-ils rentrés dans la foule ? Ici vous avez une page intéressante, c'est Burna, je lui avais demandé un entretien de service, il paraît que c'est la première fois que ça se fait..... C'est de là que j'ai en mémoire ce qu'il m'a dit et qui n'est pas expliqué là-dessus parce que lui ne défend plus sa position. Il défend, Burnat, il défend ce qu'on lui dit de défendre. C'est pas son sentiment.

Qui a pris la décision?

C'est l'armée, c'est Léderrey qui l'a transmis à son major et au Plt Burnat.

Il avait quelle fonction Léderrey?

Colonel permanent de l'armée. Il explique là-dedans, il dit: en 1918 j'ai commandé l'armée à Soleure en tant que lieutenant et aujourd'hui je la commande en tant que colonel donc j'ai une expérience. C'est pas beaucoup, ça fait 14 ans de différence. C'est un bouquin intéressant. Un commandant explique et dit: j'ai jamais compris la façon dont on est intervenus dans la population. Ils sont partis du Bd Carl Vogt en colonne par ... de chaque côté du trottoir pour pénétrer dans la foule dans le Bd Pont d'Arve mais ils y sont jamais arrivés. Parce que cette partie-là, où on voit depuis ici (photo) là la foule était complète parce qu'à la fin de ce bâtiment vous avez la rue de Carouge, les gens étaient là et dans la rue de Carouge. Ils sont entrés en file indienne, dans cette partie à 5 mètres les uns des autres, Burnat et ses hommes, alors ça n'a pas traîné, ils se sont fait arrêter et ils ont reculé. Pendant qu'ils reculaient, le major dont le nom m'échappe, se trouvait d'après Burnat à l'angle de Bd Carl Vogt vers le Temple. Il attendait le retour de gens qui revenaient ici. Le commandant Burnat, c'est lui qui m'explique, c'est écrit nulle part, je vous prie de faire confiance à ma mémoire qui fonctionne pas mal. Il a demandé au major ce qu'il devait faire, il a répondu: j'ai commandé une compagnie de soutien, elle va venir. Cette compagnie de soutien est venue se mettre contre le bâtiment en question et a attendu les autres. Les autres sont revenus mais la foule avec ... c'est là qu'il a donné l'ordre. Burnat m'a expliqué dans l'entretien de service que j'ai eu avec lui le mercredi qui a suivi le 9 novembre, une semaine après au Chalet d'Agobet on y était pour faire des tirs ... dans cette soirée qui a duré de 8 heures à minuit, il m'a dit qu'il est arrivé vers le major Perret voilà son nom, qui lui a donné l'ordre de tirer. Burnat en tant qu'homme du pays lui a demandé à deux reprises si vraiment il devait tirer. C'est après la deuxième reprise qu'il a donné l'ordre à ses hommes de tirer et c'est purement exprès qu'il me l'explique à moi. Evidemment c'est ni enregistré ni écrit. Parce que les déclarations qu'il a faites et ce que je lis là, je dis c'est pas possible. C'est pas lui, on lui fait dire cela. Il n'explique pas comment il est rentré. Il y a que le caporal qui dit: on a jamais compris qu'on puisse intervenir dans une foule comme ça en étant séparés les uns des autres. Et même le commandant Knecht qui était de la police, il y était aussi. Knecht explique aussi

que lorsqu'ils ont voulu discuter des ... l'ordonnance de l'intervention de la police avec Léderrey, c'est là que Léderrey lui a dit ce que j'ai dit tout à l'heure: lorsque l'armée est là, c'est elle qui commande. La police n'est pas intervenue, elle était là. Ils étaient cantonnés à la rue de centre derrière Pittoëf.

Après ces événements dans les années 40, quand la gendarmerie contrôle une manifestation, est-ce qu'elle est toujours regroupée ou ?

Non, dans le fond ils ont toujours été regroupé mais ils intervenaient pas. J'explique ce 9 novembre est une manif comme les autres. L'affaire du 9 novembre c'est la suite de toute une série de manifestations qui sont dues à la chute de la banque de Genève du comptoir et des scandales financiers qu'il y a dans la République d'une part et d'autre part du chômage.

Il y avait pas de violence à l'époque?

Il y avait pas de violence. Il y avait que les partis politiques qui j'entends, l'union nationale et nous où il y avait la violence mais les radicaux n'étaient pas dans la course, les chrétiens non plus. Par violence j'entends des manifestations. Quand il y avait des manifestations il y avait des bagarres. Aussi bien à la salle communale de Plainpalais qu'au Faubourg, particulièrement à la salle centrale où se réunissait l'union nationale alors on allait nous là-bas pour empêcher la réunion. Exactement comme le 9 novembre aurait dû se passer. La manif aurait été exactement la même chose, il y aurait eu des coups de poing, peut-être quelques jambes cassées ou ... Cette manifestation-là, ce genre de manifestation avec cette mise en accusation publique a gonflé l'atmosphère. Plus qu'autre chose. C'est clair que c'était voulu. Il faut empêcher la classe ouvrière genevoise et le mouvement socialiste qui est en hausse ... d'empêcher sa progression. Comment l'empêcher ? On fait appel à l'extrême droite, ceux qui peuvent faire cette manifestation. Et dans la montée de Georges Oltramare et du fascisme, c'est une manifestation de prise de fascisme. Alors contre le fascisme, on intervient ou on autorise. Alors le gouvernement autorise le fascisme a abattre l'autre parti qui est la classe ouvrière.

Votre expérience dure jusque dans les années 90, est-ce que à un moment donné vous remarquez un changement dans l'attitude de la gendarmerie ?

Oui, après la guerre. Pendant une certaine période après la guerre, il y a toujours les mêmes gendarmes d'avant-guerre. On peut pas les utiliser, parce que c'est des gens d'ici. Ensuite ceux-là s'en vont, on fait appel aux citoyens qui viennent de Fribourg, du Valais etc. A ce moment, on les instruit. Pour participer d'une façon militariste contre les manifestants. Lorsqu'il y a des manif, il y a eu aussi des mouvements qui étaient incontrôlés de la part de la gauche. Par exemple le mouvement prochinois, il y a eu les titistes, les contre-titistes, les maoïstes, les contre-maoïstes. Ces groupes de jeunes-là, jeunes et moins jeunes, se sont manifestés en dehors des partis de gauche, socialiste ou parti du travail, puisqu'ils vivent encore ces deux partis, mais ces partis n'avaient pas pris de position de manifester. Ils manifestaient par l'écriture dans le journal du travail ou la voix ouvrière à l'époque. Depuis qu'est venue la voix ouvrière, dès 39 le PDT est interdit, c'est au travers du journal que la gauche s'exprime. Il y a des manifestations de rue mais organisées comme le 1er mai. Ou bien, à la salle communale de Plainpalais ou du Faubourg contre telle attitude ou sur un point précis. A ce moment-là, il y a pas de bagarres. Pour la bonne raison que le service d'ordre de l'organisation fonctionne.

Comme le 1er mai. Alors la gendarmerie n'a pas à intervenir contre nous. Où elle intervient c'est justement contre ces groupuscules de droite ou de gauche.

Dans les années 60 ?

Oui et même peut-être déjà avant. Pour une raison simple, au parti socialiste c'est valable pour le parti socialiste genevois, ça c'est pas produit pour la bonne raison que c'est un parti gouvernemental, concession et consensus pour tout. Le PDT avait une motivation plus révolutionnaire. Le parti socialiste était anti-soviétique, le PDT était pro-soviétique. C'est deux notions complètement différentes au niveau de la réflexion

La gendarmerie est intervenue d'une façon beaucoup plus sèche avec le conseiller d'Etat Schmitt [Conseiller d'Etat en charge du Département de Justice et Police de 1965 à 1973]. Il a été le plus sévère vis-à-vis des groupuscules. Du temps du père Duboule [sic. Conseiller d'Etat genevois, 1965-1977] avant, avait encore des anciens ... une atmosphère plus genevoise en fait. On pouvait rouspéter parce que les Genevois rouspètent mais en même temps on accepte sa rouspétance. Tandis qu'au travers des groupuscules qui se sont manifestés aussi physiquement contre les marquages contre les maisons etc qui en réalité n'étaient pas plus violents mais qui sont devenus plus violent par l'attitude de la gendarmerie. Du temps de Schmitt ça a été la période la plus dure ensuite il y a eu Fontanet [Conseiller d'Etat, 1973-1985] qui a renversé un peu la vapeur et demandé à ses flics d'être beaucoup plus raisonnés ou un peu plus raisonnés. Pis aux chefs aussi, y a qu'à voir actuellement l'attitude de la gendarmerie qui donne des informations qu'ils n'auraient pas donné il y a 15 ans en arrière. Même l'attitude de la gendarmerie contre le gouvernement, ça aussi c'est une manifestation, ça aussi c'est le résultat que ceux qui deviennent gendarmes aujourd'hui, pas tout à fait mais des gens qui ont déjà une certaine éducation, une certaine culture. Avant il n'y en avait pas. On est descendu à 1 mètre 65 ou 1 mètre 70, on trouvait pas. C'est un signe formidable. Je me souviens le père Duboule disait on trouve plus de gendarme à Genève, on est obligé d'aller chercher ailleurs. Parce que le contingent avec ceux qui partent à la retraite ... faut les remplacer. Je lis :

"Genève est bien une démocratie par sa constitution mais une oligarchie bourgeoise par l'exclusion de ses habitants ouvriers. La lutte politique se lève avant tout entre les rangs de la classe moyenne."

de Albert Picot

Conseiller d'Etat [1931-1954], responsable du DIP pendant près de 20 ans.

D'autre part: "Genève est dominée par les classes bourgeoises c'est l'époque du régime radical, un régime sans partage".

Cela est écrit en 1927. "Jusqu'en 1914, les étrangers particulièrement les Français et les Italiens représentent plus du tiers de la population. Ne disposant pas du droit de vote, ils n'ont que peu d'influence sur la vie genevoise et la classe ouvrière est pratiquement exclue du débat politique". C'est de ça qu'on vit. Albert Picot toujours. C'est quand même pas une cause si révolutionnaire, je pense pas.

Vous me demandiez tout à l'heure si il y avait du monde sur la plaine de Plainpalais.

En 32 la police se déplaçait dans des fourgons?

Non.

(Commentaires sur les photos, manif de soutien à la république espagnole '36)

Est-ce qu'ils mettaient le casque militaire ?

J'en sais rien, comme d'habitude pas de truc spécial.

Vous savez qu'à Zurich depuis 1981 ils utilisent les balles en caoutchouc, les gaz lacrymogènes et la matraque.

La matraque c'est le premier outil déjà en 1930. Ils avaient aussi le sabre mais je me souviens pas de les avoir vus utiliser le sabre. La matraque oui, mais ils avaient plus le sabre. Même en 18 c'était de la parade! Les gaz lacrymos je les ai vécus après la guerre. Avant il y avait jamais eu des trucs dans ce genre. Pis le 9 novembre 32 a calmé les flics ici. J'entends ça n'a pas calmé les gendarmes eux-mêmes mais ça a calmé le gouvernement.

Les syndicats pouvaient négocier avec le gouvernement, depuis quand ça date ?

Les syndicats ça toujours été, encore aujourd'hui, le gouvernement n'intervient pas dans les affaires syndicales. Parce que vous avez justement, l'idée de la social démocratie de dire, un contrat c'est mieux qu'une loi. Depuis que je suis au syndicat, depuis 1930, on a toujours dit: un contrat c'est bien mais une loi c'est mieux. Alors, il y a aussi dans la classe ouvrière et dans les organisations ouvrières cette atmosphère encore de dire le contrat est mieux que la loi. En réalité, nous considérons que la loi est mieux que le contrat. Parce que les contrats les hommes les changent facilement, la loi peut changer de patron mais la loi reste la loi. Par exemple à Genève, depuis la guerre il y a toutes ces modifications, le fait même de ne pas renvoyer dans son canton d'origine ou commune un type qui tombait à la charge de la collectivité. Avant, un bonhomme vaudois, ma soeur aînée, elle était tombée malade et avait épousé un vaudois. Le Vaudois était au chômage, il vivait avec nous dans la famille. Ma soeur tombe malade on l'envoie dans le canton de Vaud, Genevoise d'origine. Mon beau-frère, Vaudois, habitant et né à Genève, tout le temps à Genève. A 23 ans il tombe malade, on l'envoie dans le canton de Vaud et il meurt. Alors après la guerre on a voté cette loi, d'interdiction pour Genève d'expulser ceux qui tombaient à la charge de la collectivité. C'est une loi, pas un contrat, elle reste encore. Une autre bricole. Au service militaire, vous faites vos tirs militaires obligatoires. Vous devez payer dans les cantons la munition que vous utilisez. Ici, on a voté une loi que c'est l'Etat qui prend à sa charge les munitions. Celui qui fait son service obligatoire mais il y pas besoin de payer sa munition, c'est peu, c'est symbolique. Dans le cadre des discussions au Conseil, c'est fantastique. Entre les bourgeois conservateurs, c'est vraiment typique. L'histoire des vacances payées, c'est là où j'en reviens aux syndicats et la loi. Les syndicats disaient c'est à nous de s'occuper des vacances payées. Nous on disait non, on fait la loi et vous, vous l'appliquez. C'est plus facile pour vous de vous reposer sur la loi contre votre patron que de dire à votre patron que c'est un contrat que vous voulez avoir. Aujourd'hui, les contrats vous voyez ce qu'ils valent, rien. (...) L'attitude syndicale, social-démocrate alors que l'autre peut-être d'extrême-gauche, on appellera ça comme ça qui préfère la loi au contrat. C'était votre question ?

Non mais avez-vous participé à des manif qui ont dégénéré, au cours desquelles il y a eu des violences ?

Avant la guerre mais pas après.

Une question générale qu'on pose à tout le monde, classez les moyens à disposition de la police du moins violent au plus fort au plus dur. A votre avis parmi les moyens de la police quel serait le moins violent et quel serait le plus fort?

On a une liste: l'eau, la matraque, les gaz lacrymos, les balles en caoutchouc.

Je vous donne une réponse différente. Je considère que la police n'a pas à utiliser des choses de ce genre. Absolument pas! Aucun. Je me prononce contre tout. Pour la bonne raison que la police, on doit pouvoir organiser quelque chose que la police maintienne l'ordre c'est une chose mais qu'elle intervienne comme ils sont intervenus à Berne contre les paysans, quels que soient les matériaux qu'ils utilisent, c'est scandaleux. Parce que si on leur donne pas ça, à la police, ils auraient la même attitude qu'ils avaient avant la guerre. Parce qu'ils sont, là ils sont éloignés du citoyen qu'ils fusillent à distance. Tandis que s'ils sont avec une matraque, ils sont dessus, malgré leur bouclier. Hein, et ça joue un rôle psychologique considérable sur l'individu qui tient la matraque ou son machin. Parce que l'histoire du pare-balles, il faut pas charrier. Dans une manifestation ouvrière quels sont ceux qui viennent avec des pistolets ? Cela ne s'est jamais produit. C'est pour cela que la police ne doit pas avoir d'autre moyen peut-être que sa matraque, c'est tout. C'est tout.

Ce serait l'impossibilité de dissoudre une manif qui aurait été interdite?

Dissoudre ? Mais non, pourquoi dissoudre une manifestation interdite ?

Schmitt a interdit certaines manifestations....

Schmitt c'était le plus fasciste qu'on ait eu. C'est pas un exemple!

Mais, c'est plus efficace les gaz lacrymos pour dissoudre une manif que la matraque ...et il faut plus d'hommes.

Je considère que la police n'a pas à utiliser ces moyens-là. Qu'ils viennent ensemble et qu'ils fassent comme on voit en France, actuellement, où ils viennent en masse et font replier les gens, avec leur matraques et leur bouclier, c'est une chose... et encore quand ils matraquent, hein, c'est déjà pas mal. Parce qu'en face on en voit rarement, même qu'encore ce qu'on voit à la télévision ... des petites fractions. Comme à Berne, c'est monstrueux, la place est vide, et ils giclent les gens. S'ils étaient dans la foule ou contre la foule, ils n'auraient pas cette attitude. C'est le gouvernement qui veut ça. Vous avez raison de poser la question et je vous réponds comme je pense. La police ne doit pas avoir, pour intervenir dans quelque circonstance que se soit, elle doit s'occuper à maintenir l'ordre. Je suis persuadé qu'aujourd'hui, à part quelques provocateurs parce qu'il y en aura toujours, mais ils sont combien ces provocateurs ? Même dans la manifestation du mois de septembre ou octobre il y a deux ans (pendant le défilé militaire) si la police veut arrêter ceux qui ont des dégâts, ils les arrêtent. Mais ils les ont pas arrêtés.

C'est pour vous dire les provocateurs, ils sont pas dans ceux qui organisent les manifestations. Ils viennent de l'extérieur et la police peut très bien les connaître. Parce qu'on les revoit partout. Même dans le bouquin en question, il est relaté qu'un gendarme a

dit: ils sont venus de l'extérieur pour manifester en 1932. Même aujourd'hui, il va pas venir des gens de la Savoie pour manifester dans une manif politique, ça n'existe pas, voyons! Toujours le même discours, il faut justifier pourquoi l'intervention. Mais ils n'ont aucune justification, même le 9 nov. 32, moi j'ai participé à des bagarres avant puisque le 9 nov. c'est la fin de l'exaspération de la montée de G. Oltramare et la montée du fascisme en Italie et le premier discours d'Hitler en Allemagne. C'est cette société-là. Bon, j'ai eu été à plusieurs reprises à la salle centrale, bon il y a eu des coups de poings, des coups de pieds etc. Notre démarche c'était d'y aller avec les souliers militaires, parce que les souliers militaires parce que ça fait mal, c'était notre arme. Parce que l'histoire du poivre, c'est de la rigolade. Il y a des gars qui prenaient du poivre en poudre et ils le jette dans les yeux de l'adversaire, bon il est aveuglé et il va se cacher. Même, il y a Knecht qui explique que des amis d'Oltramare, avaient amené des sacs de poivre à la communale de Plainpalais et en même temps de la vaseline, pour en mettre autour des yeux au moment qu'ils prennent le poivre ...(rires) Je crois que c'est de la fabrication! C'est pas grave, non et c'est pas la gendarmerie. Même la révolution française qu'est-ce qu'elle avait? C'est pour ça que la gendarmerie, elle est faite pour maintenir l'ordre.

Qu'est-ce qui fait qu'avec Schmitt ça a changé, sa personnalité, le gouvernement de l'époque ?

Bon, il y a la personnalité d'une part et les événements politiques. Parce que l'anticommunisme depuis le début de la guerre froide a été quelque chose de violent. Et il y a eu des hauts et des bas, selon les manifestations. L'histoire de la Tchécoslovaquie, la Hongrie a été une première, les Polonais, les Chinois, les titistes toutes une série de hauts et de bas où la police a durci, contre qui ? Parce qu'il y avait pas de manifestations à part les quelques groupes dont je parlais tout à l'heure, pis ils étaient connus ces groupes, et ils étaient combien ? Je connais plusieurs types qui faisaient partie de ça qui aujourd'hui, je veux pas dire qu'ils sont passés du côté bourgeois mais ils se sont ... après réflexion disent: on faisait des conneries. Parce qu'on apporte rien. Celui qui manifeste comme ça n'apporte rien à la défense de son idée. Le résultat est l'inverse. Parce que l'adversaire utilise cet espèce de désobéissance à la démocratie pour pouvoir l'attaquer d'avantage. C'est régulier ça.

En 56, ceux qui manifestaient c'étaient pas les communistes ?

Non, non. Mais il y a ceux qui ... ce sont des groupes qui se veulent révolutionnaires. Mais la Ligue Marxiste Révolutionnaire, par exemple, combien étaient-ils ? Une vingtaine, c'est tout. C'est pas un mouvement mais un groupement ou un mouvement de réflexion comme on dit aujourd'hui. J'ai été à plusieurs réunions pour voir, ils font la révolution en l'an 3'000.

*Pour préciser sur l'impact de Schmitt, sur la radicalisation du style de la police, quels facteurs joueraient un impact ou non dans la définition du style de la police.
(lecture des facteurs)*

La coalition gouvernementale, la présence ou l'absence des socialistes ça peut modifier l'attitude la police, bien sûr que ça peut. Mais aujourd'hui, malgré la non présence la police, elle intervient pas. Elle est bien sage la police. Cependant, il y a bien des manifestations qui sont assez antigouvernementales. Plus qu'en 32. Dans la forme et dans le fond surtout.

La répartition des sièges au Parlement, évidemment que ça pourrait jouer un rôle. Le conseil d'Etat, le chef de la police ... tout ça, ça fait qu'un en fait. Conseil d'Etat, chef de la police, commandant de la gendarmerie les un sont tous dépendants du Conseil d'Etat.

Il y a une certaine autonomie de l'administration

Non, c'est la volonté du type ça, c'est pas une autonomie. C'est comme quand au lendemain de la manifestation, il y a deux ans en 95. Le chef militaire qui disait: si vous êtes pas d'accord avec les ordres que vous avez reçus vous pouvez toujours intervenir. Papillon, est au service militaire, si on est pas d'accord, on nous fout dedans, ça fini par là... Moi j'ai fait toute la mob, avec des pauvres imbéciles de commandants y compris notre général à la con. Vous avez vu le film, le général Guisan... Non ? Mais vous êtes informé de quoi ?

*(excursus sur le film, le général Guisan incapable d'organiser une éventuelle seconde ligne au cas où l'armée allemande entrerait en Suisse ce qui serait une imbécillité de penser un truc pareil parce que l'armée allemande va pas s'amuser à passer le Rhin, ...)
(Raconte le service militaire à Thounes pendant que les femmes restaient à Berne en danger et autres diverses digressions sur des anecdotes militaires, et autres exercices militaires « débiles » qui entraînaient des jours de trou.)*

Même l'exemple ne sert à rien. Le 9 nov. quand on leur a dit: on vous interdit de tirer en l'air avec des balles dans le fusil. Je sais pas quelle réaction on pouvait avoir, moi ça m'a traumatisé. Cela tient aussi au fait qu'on a un caractère tordu, et ça reste toute la vie. Tout dépend des neurones!

Je vous ai été utile?

Oui, mais on aurait aimé quelque chose de plus centré sur le maintien de l'ordre.

Non. Même pour les pays de l'Est où j'ai été pendant un certain temps en détention, disons de l'idée qu'on se faisait de ce qui se passait. Et j'ai fait partie des nombreux cocus, comme on dit vulgairement, parce qu'on nous a pas dit ce qui s'y passait et comme on est jamais sur place, comme actuellement au Zaïre. On a Mobutu ici et on lui donne des armes pour faire crever les gens. Alors à la Haye, on condamne les gens qu'on a préparé à la guerre en Yougoslavie à qui on a donné des canons

Vous avez déjà vu une type condamné pour avoir livré de la munition ou des canons? (excursus sur l'Afghanistan et les responsables, rappel d'un article dans le Courrier sur les Balkans. Un colonel français explique le démantèlement de la Yougoslavie etc.) C'est aberrant ce qu'on monte la tête au gens sur le danger musulman, alors que pensez-vous des balles en caoutchouc et de la police Les situations violentes, la police est au courant avant même qu'elles se manifestent. Le gouvernement politique sait ce qui va pas. Gouverner c'est prévoir.

Ce qui nous a intéressé c'est que d'après vous dans les années 30, la police était tolérante et plus proche du peuple. On a des gens qui travaillent sur le maintien de l'ordre en France et en Italie qui nous disent que dans les années 30-40-50 c'était une police très dure qui petit à petit c'est civilisée et on a l'impression qu'à Genève c'était pas le cas. C'était une police qui déjà dans les années 30 était civilisée et peut-être même qui aurait eu tendance avec le début des années 70 à se resserrer pour retrouver avec Fontanet une tradition de la tolérance. C'est ce que je lis à partir de ce que vous me dites.

J'ai été coincé pour avoir fait fonctionner une petite imprimerie où il y avait des tracts contre la guerre. Les flics ont passé tout le temps. Je connais d'un ami qui dit: rue de Carouge il transporte le tract, l'étincelle à l'époque, un journal interdit. Il avait un paquet d'étincelle derrière son vélo, son paquet se défait ... les gendarmes ont ramassé l'étincelle et l'ont laissé aller.

La police politique était active quand?

C'est secret ça. C'est justement le gouvernement qui prévoit. Il a ses renseignements. La police politique c'est quoi ? C'est de chercher les renseignements et de prévoir que peut-il se produire avec ces renseignements. Ils examinent ce que cela peut éventuellement engendrer, c'est de l'information. La police politique informe le gouvernement qui ensuite redescend à la police disons en uniforme pour donner une image, pour pouvoir intervenir éventuellement à des points stratégiques ou névralgiques à des moments. C'est ça le problème de la police. Cela devrait se limiter à ça mais tel n'est pas toujours le cas. Cela dépend tout des individus. Celui qui a donné ces ordres à Berne, on se dit: est-ce possible de mettre un cinglé à la tête de la police ? En fait c'est ça la hiérarchie. Le choix de la hiérarchie, c'est important. Comme aujourd'hui, j'ai des vieux copains, même des adversaires bourgeois qui disent: le Grand Conseil, le gouvernement genevois c'est lamentable. La façon dont il explique les choses. L'autre jour dans le Courrier, c'était marqué « Chavanne revient ». Vous avez jamais entendu, Lénine revient ? (excursus sur la lutte dans les pays de l'est et Lénine qui aurait fait des choses alors qu'il n'était plus là). Les salauds utilisaient son nom et nous sommes des cocus.